

**L**e taux de pauvreté <sup>(1)</sup> [📍] de la région Centre-Val de Loire en 2019 est inférieur à celui du niveau national (respectivement **13,0 % en région contre 14,5 % en France hexagonale**). À l'échelle des départements de la région, celui de l'Eure-et-Loir a le taux le plus faible (11,9 %). À l'inverse, le département de l'Indre a le taux le plus élevé (14,5 %). **Quel que soit le territoire, les moins de 30 ans restent la classe d'âge où le taux de pauvreté est le plus élevé** (21,9 % en Centre-Val de Loire et 22,7 % en France hexagonale). D'une manière générale, le Cher et l'Indre ont les taux de pauvreté par classe d'âge les plus élevés des départements de la région. Les taux de pauvreté restent cependant plus élevés en milieu urbain. La cartographie régionale par EPCI montre les taux les plus élevés sur les préfectures et les sous-préfectures mais aussi sur des plus petites communautés de communes du sud de la région.

Afin de lutter contre les exclusions, le dispositif français de minima sociaux, fondé sur un principe de solidarité, permet le versement de prestations sociales non contributives visant à assurer un minimum de ressources à une personne et à sa famille.

**D'une manière générale, il est relevé par rapport à l'année précédente, une diminution du nombre de bénéficiaires du RSA, de la prime d'activité, de l'ASF, etc. engendrée par la crise sanitaire.**

La région compte au 31 décembre 2021, plus de **513 800 allocataires**, ce qui représente **44,0 % des ménages (-2,2 % par rapport à fin 2020)**. Au total, **47,9 % de la population régionale bénéficie d'au moins une allocation** de la Caisse d'allocations familiales (CAF) ou de la Mutualité sociale agricole (MSA). À l'échelle des départements, le taux varie de 42,0 % dans l'Indre à 50,5 % dans le Loiret.

Fin 2021, le **RSA** [📍] <sup>(2)</sup> concerne plus de **61 900 allocataires de la région** (nombre d'allocataires en baisse en région de 5,8 % par rapport à fin 2020 et 6,6 % au niveau national), soit **un taux de bénéficiaires de 4,0 pour 100 personnes âgées de 15 à 64 ans (4,3 % au niveau national)**. Le **RSA socle majoré** est attribué en région à **7 650 allocataires** (12,4 % de l'ensemble des allocataires du RSA socle) et le **RSA socle non majoré à plus de 54 200 allocataires** (87,6 %). Le taux d'allocataires du RSA varie en région de 3,4 % dans l'Eure-et-Loir à 5,3 % dans le Cher. Les taux de bénéficiaires du RSA socle sont d'une manière générale plus élevés dans les EPCI urbanisés de la région mais aussi dans les communautés de communes du sud du Cher.

La région Centre-Val de Loire compte, fin 2021, **9,4 allocataires du RSA socle majoré pour 100 familles monoparentales**. Le taux est de **8,4 % au niveau national** et varie en région de 8,1 % dans l'Eure-et-Loir à 12,6 % dans le Cher.

À la fin de l'année 2021, plus de **178 100 allocataires de la région bénéficient de la prime d'activité, soit un nombre à peu près stable par rapport à l'année précédente** (+0,9 % au niveau national).

**L'allocation de soutien familial (ASF)** [📍] <sup>(3)</sup> est délivrée, fin 2021, à plus de **27 500 allocataires de la région**, soit un taux de **8,0 bénéficiaires pour 100 familles monoparentales (7,9 % au niveau national)**. Le nombre d'allocataires de l'ASF a diminué en région entre 2020 et 2021 tout comme au niveau national (respectivement -0,9 % en région et -1,6 % en France hexagonale). Le taux varie en région de 7,1 % dans l'Eure-et-Loir à 8,9 % dans le Cher et l'Indre. L'analyse cartographique montre des taux de bénéficiaires de l'ASF plus élevés dans les EPCI les plus urbanisés.

Fin 2021, **l'allocation de solidarité spécifique (ASS)** <sup>(4)</sup> est délivrée en région Centre-Val de Loire à près de **11 000 allocataires**, ce qui représente **8,6 bénéficiaires pour 1000 adultes** âgés de 18 à 59 ans (**9,3 ‰ au niveau national**). Le taux varie en région de 8,1 ‰ dans l'Eure-et-Loir et l'Indre-et-Loire à 10,9 ‰ dans le Cher. Le nombre d'allocataires au niveau national est presque resté stable (-0,9 %) entre la fin de l'année 2020 et la fin de l'année 2021 tandis qu'il a diminué plus sévèrement au niveau régional (-10,1 %).


La région compte, fin 2020, près de **2 000 allocataires de l'allocation supplémentaire d'invalidité (ASI)** <sup>(5)</sup>, soit **un taux de 1,8 bénéficiaire pour 1000 adultes** âgés de 20 à 59 ans (**2,3 ‰ en France hexagonale**). Le taux de bénéficiaires en région varie de 1,2 ‰ dans l'Eure-et-Loir à 2,7 ‰ dans l'Indre.

Une offre de logement dans le parc locatif social <sup>(6)</sup> permet aux personnes à faibles revenus d'y avoir accès. Au 1<sup>er</sup> janvier 2021, la région compte près de **202 300 logements sociaux** (y compris logements non conventionnés des SEM), soit une **densité de 17,6 logements sociaux** pour 100 résidences principales (**17,9 % en France hexagonale**).

La construction de logements sociaux est l'une des réponses apportées aux difficultés pour se loger des personnes à faibles revenus <sup>(7)</sup>. Une autre réponse réside dans l'attribution d'allocation logement qui a pour objectif de réduire les dépenses inhérentes au logement et ce, dans un contexte où le logement impacte fortement le budget des ménages. En effet, ce dernier est le 1<sup>er</sup> poste de dépenses des foyers français.

Au total, au 31 décembre 2021, plus de **209 500 résidents de la région ont bénéficié d'au moins une allocation logement** (ALS, ALF, APL), ce qui représente **179,5 bénéficiaires pour 1000 ménages (200,7 ‰ en France hexagonale)**. Le taux varie en région de 140,9 ‰ dans l'Eure-et-Loir à 218,6 ‰ dans l'Indre-et-Loire. Les taux de bénéfi-

ciaires d'une allocation logement sont étroitement liés à l'offre de logement social. À l'échelle infra-départementale, les densités de logements sociaux et les taux de bénéficiaires d'une allocation logement sont plus élevés d'une manière générale dans les EPCI les plus urbanisés de la région.

En 2021, le **Centre-Val de Loire** compte **266,7 dossiers de surendettement** pour 100 000 habitants, soit une **densité (nombre de dossiers pour 100 000 habitants) supérieure au niveau national (226,8/100 000)**. Elle varie en région de 220,5/100 000 dans le Loir-et-Cher à 324,6/100 000 dans l'Indre . En région, la **densité de dossiers de surendettement de primo-déposants** est de **138,8/100 000** habitants et celle des **redéposants** est de 128,0/100 000, soit **des densités supérieures au niveau national (respectivement 127,8/100 000 et 99,1/100 000)**. La densité de primo-dépôts en région varie de 115,4 dans le Loir-et-Cher à 171,0 dans l'Eure-et-Loir et celle des redépôts, de 104,2 dans l'Indre-et-Loire à 171,1 dans l'Indre.

La **part de rétablissements personnels par rapport au nombre de dossiers** est de 37,5 %, soit une **part inférieure au niveau national (39,7 %)**. **L'endettement moyen des ménages surendettés de la région** est de **45 542,1 euros** (43 245,0 euros au niveau national) ■

1. Un individu (ou ménage) est considéré comme pauvre lorsqu'il vit dans un ménage dont le niveau de vie est inférieur au seuil de pauvreté. Le seuil est déterminé par rapport à la distribution des niveaux de vie de l'ensemble de la population. Eurostat et les pays européens utilisent en général un seuil à 60 % (seuil retenu en l'occurrence) de la médiane des niveaux de vie.
2. Le revenu de solidarité active (RSA) est une allocation qui a été instaurée au 1<sup>er</sup> juin 2009. Le RSA socle a remplacé le revenu minimum d'insertion (RMI), l'allocation parent isolé (API) et les dispositifs associés d'intéressement à la reprise d'emploi. Le RSA activité a été supprimé en 2016. Une prime d'activité s'est substituée au RSA activité. Dès lors, le RSA correspond au RSA socle et au RSA jeune.
3. L'allocation de soutien familial (ASF) est versée par la Caisse d'allocations familiales (Caf) ou la Mutualité sociale agricole (MSA) au parent qui élève seul son enfant ou à la personne qui a recueilli un enfant, qu'elle vive seule ou en couple.
4. L'allocation de solidarité spécifique (ASS) est versée, sous conditions de ressources, par Pôle emploi aux demandeurs d'emploi qui arrivent au terme de leurs droits.
5. L'allocation supplémentaire d'invalidité (ASI) complète une pension d'invalidité ou une pension de veuf ou de veuve invalide. Elle est versée sous conditions de ressources.
6. Le répertoire du parc locatif des bailleurs sociaux recense l'ensemble des logements appartenant aux bailleurs sociaux. Le parc locatif social désigne l'ensemble des logements, conventionnés ou non, pour lesquels le statut du bailleur contraint son activité (OPH, ESH, associations agréées) auquel s'ajoutent les logements conventionnés des autres bailleurs (SEM...).
7. Le logement social a été créé pour améliorer les conditions de logement des couches populaires et moyennes. L'article 140 de la loi SRU précise ainsi que « toute personne ou famille éprouvant des difficultés particulières » a droit à ce type de logement « en raison notamment de l'inadaptation de ses ressources ou de ses conditions d'existence ». Les plafonds de loyers et de revenus des locataires sont fixés chaque année par décret et diffèrent selon la localisation, le type de conventionnement et la composition des ménages locataires. Depuis l'an 2000, le logement social vise à répondre aux objectifs de mixité sociale définie par la loi SRU rendant obligatoire un pourcentage de 20 % de logements sociaux dans les communes de plus de 3 500 habitants (1 500 en Île-de-France) comprises dans une agglomération de plus de 50 000 habitants, comprenant au moins une commune de plus de 15 000 habitants.

## DONNÉES GÉNÉRALES

22

Données	Cher	Eure-et-Loir	Indre	Indre-et-Loire	Loir-et-Cher	Loiret	Centre-Val de Loire	France hexagonale
<b>Taux de pauvreté monétaire à 60 % en 2019</b>	14,0 %	11,9 %	14,5 %	12,6 %	12,5 %	13,3 %	13,0 %	14,5 %
<b>Taux de pauvreté selon l'âge des individus en 2019</b>								
Moins de 30 ans	23,5 %	18,3 %	24,1 %	23,6 %	19,6 %	21,8 %	21,9 %	22,7 %
De 30 à 39 ans	17,8 %	14,6 %	18,9 %	15,1 %	16,8 %	16,7 %	16,2 %	16,8 %
De 40 à 49 ans	16,6 %	14,2 %	16,9 %	13,7 %	15,4 %	16,0 %	15,2 %	16,5 %
De 50 à 59 ans	13,7 %	11,6 %	14,3 %	12,0 %	12,0 %	12,0 %	12,3 %	14,2 %
De 60 à 74 ans	9,8 %	7,9 %	10,2 %	8,3 %	7,9 %	8,5 %	8,6 %	10,3 %
75 ans ou plus	8,7 %	6,7 %	10,5 %	7,9 %	7,3 %	6,5 %	7,7 %	9,6 %
<b>Nombre total d'allocataires au 31.12.2021 pour 100 ménages</b>	60 694 42,6 %	77 978 42,1 %	42 180 40,0 %	135 478 47,7 %	61 040 40,7 %	136 445 45,4 %	513 816 44,0 %	1 364 282 46,7 %
<b>Nombre total de personnes couvertes par les allocations au 31.12.2021 pour 100 personnes</b>	136 631 45,2 %	207 519 48,1 %	92 128 42,0 %	304 416 49,9 %	148 085 44,9 %	343 650 50,5 %	1 232 429 47,9 %	ND
<b>Nombre total d'allocataires du RSA au 31.12.2021</b>	9 455	8 839	5 349	14 317	7 448	16 493	61 901	1 723 202
dont RSA socle majoré	1 207	1 055	724	1 698	828	2 138	7 650	190 612
dont RSA socle non majoré	8 242	7 782	4 621	12 618	6 618	14 346	54 227	1 532 093
<b>Nombre d'allocataires de la prime d'activité (PPA) au 31.12.2021</b>	21 396	26 764	15 875	44 869	22 020	47 180	178 104	4 458 277
<b>Nombre d'allocataires du RSA au 31.12.2021 pour 100 personnes de 15 à 64 ans</b>	9 455 5,3 %	8 839 3,4 %	5 349 4,3 %	14 317 3,8 %	7 448 3,9 %	16 493 4,0 %	61 901 4,0 %	1 723 202 4,3 %
<b>Nombre d'allocataires du RSA socle majoré au 31.12.2021 pour 100 familles monoparentales ayant des enfants de moins de 25 ans</b>	1 207 12,6 %	1 055 8,1 %	724 10,7 %	1 698 8,7 %	828 8,9 %	2 138 9,3 %	7 650 9,4 %	190 612 8,4 %
<b>Nombre d'allocataires dont les prestations sociales Caf représentent jusqu'à 50 % des revenus au 31.12.2021 (pour 100 familles dont les ressources sont connues)</b>	36 273 70,5 %	55 817 79,3 %	25 355 72,4 %	84 861 76,8 %	39 892 76,2 %	91 350 77,6 %	333 548 76,3 %	8 565 783 74,8 %
<b>Nombre d'allocataires dont les prestations sociales Caf représentent 100 % des revenus au 31.12.2021 (pour 100 familles dont les ressources sont connues)</b>	8 999 17,5 %	8 244 11,7 %	5 573 15,9 %	14 882 13,5 %	7 124 13,6 %	14 748 12,5 %	59 570 13,6 %	1 715 958 15,0 %
<b>Nombre d'allocataires de l'allocation de solidarité spécifique (ASS)* au 31.12.2021 pour 1 000 personnes de 18 à 59 ans</b>	1 581 10,9 ‰	1 752 8,1 ‰	1 054 10,4 ‰	2 552 8,1 ‰	1 292 8,2 ‰	2 743 7,9 ‰	10 974 8,6 ‰	317 632 9,3 ‰
<b>Nombre d'allocataires de l'allocation supplémentaire d'invalidité (ASI)** au 31.12.2020 pour 1 000 personnes de 25 à 59 ans</b>	254 2,0 ‰	224 1,2 ‰	240 2,7 ‰	405 1,6 ‰	280 2,0 ‰	559 1,9 ‰	1 963 1,8 ‰	66 700 2,3 ‰

VALEURS COMMENTÉES

Sources : Caf, MSA au 31.12.2021, Carsat Centre-Val de Loire au 31.12.2021, Pôle emploi Centre-Val de Loire au 31.12.2021, Dreal Centre-Val de Loire (S0es, RPLS au 1<sup>er</sup> janvier 2021), Insee (RP 2019), Insee-DGFIP-Cnaf-Cnav-Ccmsa, Fichier localisé social et fiscal (Filosophi), Banque de France

\*Sources : Pôle emploi, Fichier national des allocataires (FNA), données brutes

\*\* Sources : Cnamts, CDC, estimations Drees

# Lutte contre les exclusions et indicateurs de pauvreté

## DONNÉES GÉNÉRALES

Données	Cher	Eure-et-Loir	Indre	Indre-et-Loire	Loir-et-Cher	Loiret	Centre-Val de Loire	France hexagonale
<b>Nombre d'allocataires de l'allocation veuvage au 31.12.2021</b>	ND							
<b>Nombre de logements sociaux au 1<sup>er</sup> janvier 2021 pour 100 résidences principales</b>	21 063 14,9 %	32 508 17,8 %	17 551 16,8 %	57 295 20,6 %	21 616 14,6 %	52 244 17,7 %	202 277 17,6 %	5 129 898 17,9 %
<b>Nombre d'allocataires de l'aide personnalisée au logement (APL) au 31.12.2021 pour 1 000 ménages</b>	12 346 86,6 ‰	14 562 78,6 ‰	9 718 92,2 ‰	29 658 104,5 ‰	11 978 79,8 ‰	28 110 93,6 ‰	106 372 91,1 ‰	2 743 358 93,9 ‰
<b>Nombre d'allocataires de l'allocation de logement à caractère social (ALS) au 31.12.2021 pour 1 000 ménages</b>	8 532 59,9 ‰	6 661 36,0 ‰	5 615 53,3 ‰	27 293 96,1 ‰	7 325 48,8 ‰	19 131 63,7 ‰	74 557 63,9 ‰	2 270 671 77,8 ‰
<b>Nombre d'allocataires de l'allocation de logement à caractère familial (ALF) au 31.12.2021 pour 1 000 ménages</b>	4 248 29,8 ‰	4 874 26,3 ‰	2 708 25,7 ‰	5 107 18,0 ‰	3 289 21,9 ‰	8 377 27,9 ‰	28 603 24,5 ‰	846 689 29,0 ‰
<b>Nombre d'allocataires d'allocations logement (APL, ALS, ALF) au 31.12.2021 pour 1 000 ménages</b>	25 126 176,3 ‰	26 097 140,9 ‰	18 041 171,2 ‰	62 058 218,6 ‰	22 592 150,5 ‰	55 618 185,2 ‰	209 532 179,5 ‰	5 860 718 200,7 ‰
<b>Nombre d'allocataires de l'allocation de soutien familial (ASF) au 31.12.2021 pour 100 familles avec enfant(s) de moins de 25 ans</b>	3 349 8,9 %	4 347 7,1 %	2 332 8,9 %	6 388 7,9 %	3 102 7,3 %	7 991 8,4 %	27 509 8,0 %	720 742 7,9 %
<b>Nombre d'allocataires de la prestation d'accueil du jeune enfant (Paje) au 31.12.2021 pour 1 000 familles avec enfant(s) de moins de 25 ans</b>	8 114 216,1 ‰	12 568 204,8 ‰	5 469 209,7 ‰	16 976 209,7 ‰	8 609 203,3 ‰	20 756 217,2 ‰	72 492 210,8 ‰	1 827 220 201,5 ‰
<b>Données surendettement</b>								
<b>Nombre de dossiers de surendettement pour 100 000 habitants en 2021</b>	312,9	316,3	324,6	224,0	220,5	256,2	266,7	226,8
<b>Nombre de primo-dépôts pour 100 000 habitants en 2021</b>	150,6	171,0	153,5	119,7	115,4	136,8	138,8	127,8
<b>Nombre de redépôts pour 100 000 habitants en 2021</b>	162,3	145,2	171,1	104,2	105,1	119,4	128,0	99,1
<b>Part de rétablissement personnel par rapport au nombre de dossiers en 2021</b>	37,2 %	39,1 %	36,5 %	41,3 %	36,7 %	34,3 %	37,5 %	39,7 %
<b>Part des ménages composés de personnes seules avec ou sans enfant</b>	68,5 %	70,0 %	71,1 %	75,8 %	67,6 %	69,6 %	70,7 %	71,3 %
<b>Part de ménages composés de personnes célibataires, divorcées, séparées, veuves</b>	52,1 %	54,0 %	55,2 %	61,0 %	51,1 %	53,3 %	54,7 %	55,4 %
<b>Endettement moyen des surendettés (en euros)</b>	42 178,5 €	51 448,7 €	38 231,8 €	40 678,0 €	51 599,2 €	47 221,4 €	45 542,1 €	43 245,0 €

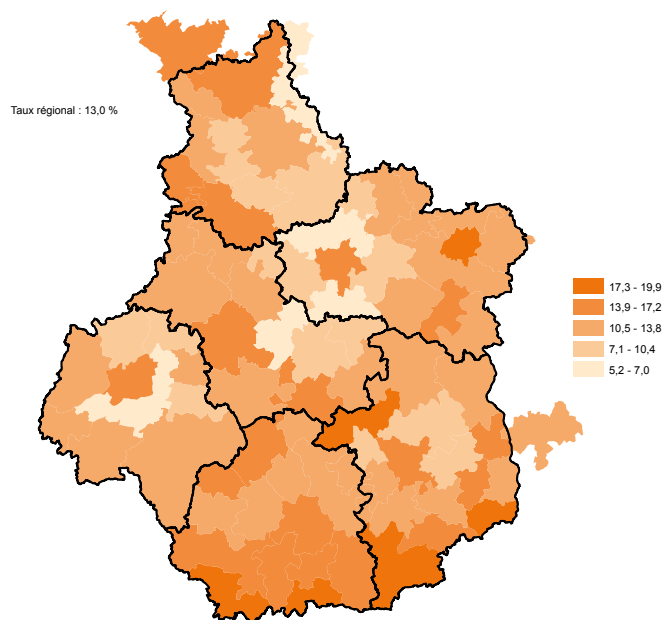


VALEURS COMMENTÉES

Sources : Caf, MSA au 31.12.2021, Carsat Centre-Val de Loire au 31.12.2021, Pôle emploi Centre-Val de Loire au 31.12.2021, Dreal Centre-Val de Loire (S0eS, RPLS au 1<sup>er</sup> janvier 2021), Insee (RP 2019), Insee-DGFIP-Cnaf-Cnav-Ccmsa, Fichier localisé social et fiscal (Filosofi), Banque de France

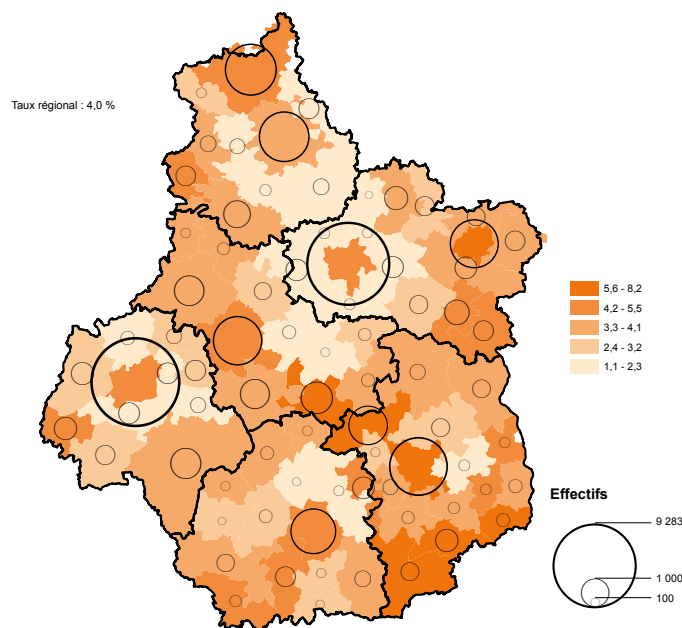


### 22 Taux de pauvreté en 2019 (en %)



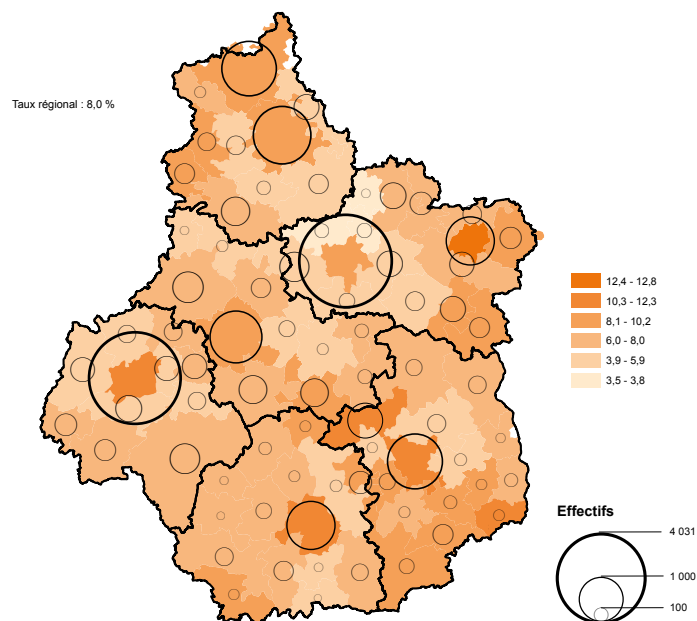
Sources : Insee-DGFIP-Cnaf-Cnav-CCMSA, Fichier localisé social et fiscal - Admin Express - Exploitation : ORS Centre-Val de Loire

### 23 Nombre d'allocataires du revenu de solidarité active (RSA) au 31.12.2021 pour 100 personnes âgées de 15 à 64 ans



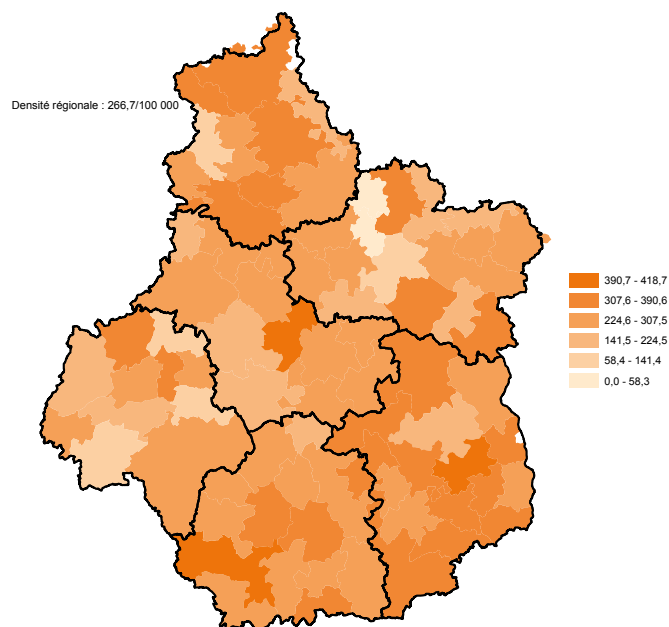
Sources : Caf, MSA, Insee (RP 2019) - Admin Express  
Exploitation : ORS Centre-Val de Loire

### 24 Nombre de bénéficiaires de l'allocation de soutien familial (ASF) au 31.12.2021 pour 1000 familles avec enfants de moins de 25 ans



Sources : Caf, MSA, Insee (RP 2019) - Admin Express  
Exploitation : ORS Centre-Val de Loire

### 25 Nombre de dossiers de surendettement en 2021 pour 100 personnes de 15 ans et plus



Sources : Banque de France, Insee - Admin Express  
Exploitation : ORS Centre-Val de Loire